

CNT 34



Éducation - Santé - Social Culture et Autres Services

Pour une révolution

sociale, éducative et pédagogique !

En pleine crise sanitaire et sociale, le patronat et son gouvernement continuent leur politique capitaliste jusqu'au boutiste.

Le pass dit sanitaire instrumentalise la situation sanitaire pour accélérer la remise en cause de nos droits. Il instaure une société de contrôle et de surveillance généralisés et s'inscrit dans la continuité des mesures liberticides (loi de sécurité globale, loi "séparatismes", loi sur le renseignement...). Plusieurs milliers de salarié·e·s sont d'ores et déjà privé·e·s de leur salaire. En parallèle, le gouvernement refuse de lever les brevets sur les vaccins et d'en partager les doses, ainsi que d'investir massivement dans l'hôpital public.

Le gouvernement reprend aussi ses attaques contre notre système de sécurité sociale qui avaient été suspendues en 2020. La contre-réforme de l'assurance chômage désormais actée va s'appliquer de façon imminente. Elle va à la fois durcir les conditions d'ouverture de nos droits au chômage et baisser le montant des indemnités. En pleine crise sociale, c'est d'une extrême violence. Quant au dossier des retraites, le gouvernement semblerait finalement reporter (mais pas abandonner) son projet. Hanté par la grève de l'hiver 2019-2020, il ne veut pas risquer une nouvelle

explosion sociale à l'approche des élections de 2022. Cela a le mérite de démontrer une énième fois que la classe possédante ne comprend que le langage du rapport de force.

L'extrême-droite se nourrit de cette situation et devient une menace toujours plus palpable contre les travailleur·euse·s. Pour y faire face, notre seule échappatoire est la lutte et l'entraide de classe.

C'est en ce sens que le syndicat CNT 34 éducation-santé-social-culture et autres services appelle l'ensemble des travailleur·euse·s (salarié·es, chômeur·euse·s, en formation, retraité·e·s...) à faire grève le 5 octobre 2021 pour se joindre à l'appel intersyndical national et interprofessionnel.

Une unique journée de grève ne sera pas suffisante pour regagner du terrain. Seuls un renouveau de l'auto-organisation syndicale et la construction d'une grève générale, nous permettront de stopper la casse sociale, d'inverser le rapport de force et de barrer la route au fascisme.